

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203717]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie);

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

Vu le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé: « SOWALFIN », l'article 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2008;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, l'article 5, l'article 15, complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, et les articles 17 et 18;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 5, et les articles 21 à 23;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 1^{er}, § 3, l'article 6, 1^o, a. et 2^o, a., l'article 7, alinéa 2, l'article 14 complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 et l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 4 février 2014 sur le régime d'aides SA.37293;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2013;

Vu l'avis 56.327/2 du Conseil d'Etat donné le 14 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que le régime d'aides en faveur des modes de transport alternatif à la route a pris fin le 31 décembre 2013. Le nouveau régime s'aligne en termes de durées d'application sur les différents plans et communications de la Commission européenne (2014-2020) relatifs aux modes de transport alternatif à la route. Il était donc prévu que le Gouvernement adopte un arrêté afin de faire évoluer le régime mais, en priorité, afin de le prolonger;

Considérant le délai relativement long pris par la Commission européenne pour rendre sa décision (pré-notification le 2 septembre 2013 et décision rendue le 4 février 2014) et le retard pris par la représentation belge auprès de l'Union européenne dans la transmission de la décision de la Commission européenne (transmission de la décision au Ministre de l'Economie le 3 avril 2014), le Gouvernement est contraint d'adopter rapidement la prolongation du nouveau régime d'aides en faveur des modes de transport alternatif à la route, sachant en outre que plusieurs entreprises ont déjà déposé des dossiers d'aides qui ne peuvent être traités et dont les primes ne peuvent donc être accordées ni liquidées aux entreprises bénéficiaires sans base légale existante.

Considérant que l'objectif de la demande d'avis en urgence est de ne pas perturber le fonctionnement des entreprises de ce secteur et de ne pas rendre leurs activités tributaires des délais relatifs aux procédures d'adoption des actes réglementaires;

Considérant que si ces demandes d'aides déjà déposées pourront normalement être traitées in fine grâce à la rétroactivité proposée quant à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif au 1^{er} janvier 2014, plus l'adoption de ce projet tarde, plus le temps durant lequel les entreprises ne disposent pas de garantie quant à l'éligibilité de leur investissement au régime d'aides augmente et plus des soucis de trésorerie se manifesteront pour les entreprises ayant déjà réalisé les dépenses concernées;

Considérant que les tensions relatives à l'insécurité liée à la rentabilité de leurs investissements et à leurs besoins en trésorerie peuvent avoir des conséquences négatives significatives sur la situation du secteur;

Considérant le retard relativement important et non imputable à la Région wallonne déjà pris, il est proposé de recourir à la procédure d'urgence afin d'éviter de devoir attendre l'établissement d'un nouveau gouvernement lors de la prochaine législature et donc encore plusieurs semaines voire plusieurs mois avant l'entrée en vigueur de cet arrêté modificatif permettant de prolonger ce régime d'aides;

Considérant que cette procédure permettrait aux entreprises du secteur de bénéficier du versement des primes dans un délai raisonnable, sans affecter leurs trésoreries fragiles. Ceci leur permettrait de continuer à investir et à exercer leur activité de transport alternatif à la route. Pour rappel, le développement de ce secteur fait partie de la politique de la commission européenne pour des raisons environnementales mais également économiques;

Considérant le fait que la Communication de la Commission européenne du 17 janvier 2006 sur la promotion du transport par voies navigables « NAIADES-Un programme d'action européen intégré pour le transport par voies navigables » arrive à échéance au 1^{er} janvier 2014;

Considérant la nécessité de prolonger le mécanisme de soutien au bénéfice des entreprises désireuses d'avoir recours aux modes de transports alternatifs pour des raisons à caractère environnemental;

Qu'en effet, l'effet sur la planète via l'émission de gaz à effet de serre est moins important dans le cadre des transports par voie fluviale ou ferroviaire que dans le cadre du transport routier;

Qu'en effet, le recours à ces modes de transport reste actuellement plus coûteux que l'utilisation des voies routières;

Considérant que la compensation octroyée au nom des externalités négatives du transport routier par ce plan au transport fluvial de conteneurs doit être renforcée afin de le rendre plus compétitif et ainsi garantir un niveau plus élevé de la protection de l'environnement;

Qu'en effet, alors que le volume de chaque conteneur embarqué a un impact quant au nombre d'unités que peut transporter un bateau, cet impact peut s'avérer être négligeable du point de vue du transport par camion;

Considérant qu'un soutien plus accru aux bateliers quant à une motorisation plus efficiente est possible et préférable au niveau environnemental;

Considérant la nécessité de simplifier le texte au niveau procédural pour plus de transparence et donc de facilité d'application;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, les mots « qui suit » sont remplacés par le mot « de ».

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de la prime ne dépasse pas 500.000 euros par période de douze mois consécutifs à dater de la réception de la demande visée à l'article 9, alinéa 2. ».

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le montant de la prime à l'adaptation technique octroyé à l'entreprise qui réalise des investissements visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o à 6^o, s'élève à 30 pour cent du montant des investissements s'il s'agit d'une petite entreprise ou d'une moyenne entreprise ou à 20 pour cent du montant des investissements s'il s'agit d'une grande entreprise.

Le montant de la prime à l'adaptation technique s'élève à 50 pour cent des investissements éligibles s'il s'agit :

1^o d'investissements relatifs à l'achat et à l'installation de systèmes de propulsion alternatifs dont la technologie est avérée et normalement commercialisée, notamment les moteurs hybrides, les moteurs fonctionnant avec des carburants alternatifs ou pile à combustible;

2^o d'investissements relatifs à l'achat et à l'installation de systèmes avérés de réduction des émissions polluantes des moteurs de propulsion, notamment les catalyseurs.

Le montant de la prime ne dépasse pas 200.000 euros par entreprise sur une période de trois exercices fiscaux, conformément au Règlement (UE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. ».

Art. 4. Dans l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La prime au transport fluvial de conteneurs se calcule comme suit :

1^o 12 euros par conteneur de 20 pieds;

2^o 20 euros par conteneur de 30 pieds;

3^o 36 euros par conteneur de 40 pieds;

4^o 40 euros par conteneur de 45 pieds. ».

Art. 5. Dans l'article 13, alinéa 2, 4^o, du même arrêté, les mots « ou nouvelles » sont abrogés.

Art. 6. L'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par le 4^o rédigé comme suit :

« 4^o de la réalisation d'un tonnage supplémentaire ou nouveau de transport réalisé par voies navigables ou par chemin de fer ou d'un nombre de transbordements d'unités intermodales supplémentaires vers la voie d'eau ou le rail fixé dans l'annexe à la décision dans le cas de la prime au mode de transport alternatif. ».

Art. 7. Dans l'article 19 du même arrêté, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime au transport fluvial de conteneurs, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. La décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents.

Si l'entreprise ne produit pas dans un délai de vingt-quatre mois prenant cours à dater de la décision de suspension visée à l'alinéa 4, une nouvelle situation financière répondant aux caractéristiques définies à l'alinéa 4, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus d'octroi de la prime au transport fluvial de conteneurs, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. ».

Art. 8. Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le versement de la prime au transport fluvial de conteneurs est semestriel et subordonné à la demande de l'entreprise. ».

2^o la disposition est complétée par cinq alinéas rédigés comme suit :

« L'entreprise introduit, au plus tard un an à dater de la fin du semestre concerné, une demande de liquidation comprenant la preuve du respect :

1^o de l'article 10 du décret selon les modalités déterminées par le Ministre;

2^o de la condition visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime au transport fluvial de conteneurs.

A défaut pour l'entreprise d'apporter les preuves visées à l'alinéa 3, 1^o, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime au transport fluvial de conteneurs pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de la demande de liquidation et l'administration notifie la décision à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi, en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux conditions visées à l'alinéa 3.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime au transport fluvial de conteneurs, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. La décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents.

Passé le délai visé à l'alinéa 4, si l'entreprise n'a pas apporté les preuves du respect des conditions visées à l'alinéa 3, le ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de prime au transport fluvial de conteneurs notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

L'administration récupère alors la prime au transport fluvial de conteneurs conformément à l'article 15 du décret. ».

Art. 9. L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Durant une période de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et par dérogation à l'article 9, alinéa 1^{er}, les factures antérieures au délai fixé à l'article 9, alinéa 1^{er}, sont prises en considération dans le cadre du présent arrêté si elles sont postérieures au 30 septembre 2013. ».

Art. 10. L'article 27 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.
Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020. ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 12. Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203717]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des EG-Vertrags auf de minimis-Beihilfen;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN", Artikel 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. November 2008;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 5, Artikel 15, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, Artikel 17 und Artikel 18;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 5 und Artikel 21 bis 23;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 1, § 3, Artikel 6, Ziffer 1^o, a. und Ziffer 2^o, a., Artikel 7 Absatz 2, Artikel 14, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und Artikel 16;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen;

Aufgrund der am 4. Februar 2014 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegelung SA.37293;

Aufgrund des am 12. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 14. Mai 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 3^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.327/2;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, dass die Beihilferegelung zugunsten von Transportarten, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, am 31. Dezember 2013 beendet wurde. Was die Durchführungszeiträume betrifft, orientiert sich die neue Regelung nach den verschiedenen Plänen und Mitteilungen der Europäischen Kommission (2014-2020) betreffend die Transportarten, die Alternativen zum Straßentransport darstellen. Es war demnach vorgesehen, dass die Regierung einen Erlass verabschiedet, um die Weiterentwicklung, aber vorrangig die Verlängerung der Regelung zu sichern;

In Erwägung der relativ langen Frist, die der Europäischen Kommission nötig war, um ihre Entscheidung zu verabschieden (Vornotifizierung am 2. September 2013 und Entscheidung am 4. Februar 2014), und der Verzögerung bei der Übermittlung der Entscheidung der Europäischen Kommission durch die Belgische EU-Vertretung (Übermittlung des Beschlusses an den Wirtschaftsminister am 3. April 2014), ist die Regierung gezwungen, die Verlängerung der neuen Beihilferegelung zugunsten von Transportarten, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, rasch zu verabschieden, wobei außerdem zu wissen ist, dass mehrere Betriebe Beihilfeanträge bereits eingereicht haben, die noch nicht behandelt werden können, und deren Prämien den Betrieben, die auf sie Anspruch haben, mangels einer bestehenden Rechtsgrundlage somit weder gewährt noch ausbezahlt werden können.

In der Erwägung, dass der Zweck des Antrags auf ein dringendes Gutachten darin besteht, die Arbeit der Betriebe dieses Sektors nicht zu beeinträchtigen, und ihre Aktivität nicht von Verzögerungen in Bezug auf die Verfahren zur Verabschiedung von Rechtsakten abhängig zu machen;

In der Erwägung, dass obschon diese bereits eingereichten Beihilfeanträge letztendlich dank der vorgeschlagenen Rückwirkung am 1. Januar 2014 hinsichtlich des Inkrafttretens des abändernden Erlasses normalerweise behandelt werden können, es trotzdem so ist, dass je länger die Annahme dieses Projekts verzögert wird, desto länger der Zeitraum wird, in dem die Betriebe keine Garantie betreffend die Zulässigkeit ihrer Investition für die Beihilferegelung haben, und desto größer die Liquiditätsschwierigkeiten für die Unternehmen werden, die die betreffenden Ausgaben schon getätigt haben;

In der Erwägung, dass die auf die Unsicherheit in Bezug auf die Rentabilität der Investitionen und die Liquiditätsbedürfnisse zurückzuführenden Spannungen sich auf die Lage des Sektors negativ auswirken können;

In Erwägung der zur Zeit schon erheblichen Verspätung, die nicht der Wallonischen Region zuzuschreiben ist, wird vorgeschlagen, das Dringlichkeitsverfahren in Anspruch zu nehmen, um nicht auf die Bildung einer neuen Regierung in der nächsten Legislaturperiode, d.h. noch einige Wochen oder gar Monate, warten zu müssen, bevor dieser abändernde Erlass zur Verlängerung dieser Beihilferegelung in Kraft treten kann;

In der Erwägung, dass dieses Verfahren es möglich machen würde, den Betrieben des betreffenden Sektors die Prämien innerhalb einer vernünftigen Frist zu zahlen, was ihrer unsicheren Liquiditätssituation zugutekommen würde. Dadurch könnten sie weitere Investitionen tätigen, und ihre Transportaktivität, die eine Alternative zum Straßentransport darstellt, weiter ausüben. Die Entwicklung dieses Sektors gehört zur Politik der Europäischen Kommission aus ökologischen, aber auch wirtschaftlichen Gründen;

In der Erwägung, dass die Frist für die Mitteilung der Europäischen Kommission vom 17. Januar 2006 über die Förderung des Transports auf den Wasserstraßen "NAIADES - Ein europäisches integriertes Aktionsprogramm für den Transport auf den Wasserstraßen" am 1. Januar 2014 abläuft;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Unterstützungsregelung zugunsten der Betriebe zu verlängern, die aus ökologischen Gründen alternative Transportarten benutzen möchten;

In der Erwägung, dass die der Emission von Treibhausgasen zuzuschreibenden Umweltauswirkungen des Wasser- oder Eisenbahntransports geringer sind als diejenigen des Straßentransports;

In der Erwägung, dass die Benutzung dieser Transportarten zur Zeit teurer ist als die Benutzung des Straßentransports;

In der Erwägung, dass der Ausgleich, der angesichts der negativen Auswirkungen des Straßentransports diesem Plan zur Förderung des Wassertransports von Containern gewährt wird, um dessen Wettbewerbsfähigkeit zu verbessern und einen höheren Umweltschutz zu gewährleisten, zu erhöhen ist;

In der Erwägung, dass das Volumen jedes verladenen Containers einen Einfluss auf die Anzahl Einheiten hat, die ein Schiff transportieren kann, wobei dieser Einfluss im Falle des LKW-Transports sich als unerheblich erweisen kann;

In der Erwägung, dass eine stärkere Unterstützung der Schiffer zwecks einer effizienteren Motorisierung möglich und umweltfreundlicher ist;

In Erwägung der Notwendigkeit einer verfahrenstechnischen Vereinfachung der Bestimmungen, um mehr Transparenz zu erreichen, und deren Umsetzung somit zu erleichtern;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3, § 1, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen, wird die Wortfolge "des Jahres nach der Tätigung der Investitionen" durch "des Jahres, in dem die Investitionen getätigt werden" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 5 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der Prämie liegt nicht höher als 500.000 Euro pro Zeitraum von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten ab dem Eingang des in Artikel 9, Absatz 2 genannten Antrags."

Art. 3 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - Der Gesamtbetrag der Prämie für die technische Anpassung, die dem Betrieb gewährt wird, der die in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 4^o bis 6^o genannten Investitionen tätigt, beträgt 30% des Betrags der Investitionen, wenn es sich um einen Klein- oder Mittelbetrieb handelt, oder 20% des Betrags der Investitionen, wenn es sich um einen Großbetrieb handelt.

Der Betrag der Prämie für die technische Anpassung beläuft sich auf 50% der zulässigen Investitionen, wenn es sich dabei um folgende Investitionen handelt:

1^o Investitionen für den Erwerb und die Einrichtung von alternativen Antriebssystemen, deren Technologie sich bewährt hat, und normal vermarktet wird, insbesondere Hybridantrieben, Motoren, die mit alternativen Brennstoffen oder Brennstoffzellen funktionieren;

2^o Investitionen für den Erwerb und die Einrichtung von bewährten Systemen zur Reduzierung der Schadstoffemissionen von Antriebsmotoren, insbesondere Katalysatoren.

Der Betrag der Prämie liegt nicht höher als 200.000 Euro pro Betrieb über einen Zeitraum von drei Steuerjahren, gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des EG-Vertrags auf de minimis-Beihilfen."

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Dekrets wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen wird wie folgt berechnet:

1^o 12 Euro pro Container von 20 Fuss;

2^o 20 Euro pro Container von 30 Fuss;

3^o 36 Euro pro Container von 40 Fuss;

4^o 40 Euro pro Container von 45 Fuss."

Art. 5 - In Art. 13, Absatz 2, 4^o desselben Erlasses werden die Wörter "oder neue" gestrichen.

Art. 6 - Artikel 14, Absatz 1 desselben Erlasses wird um eine Ziffer 4^o mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4^o der Verwirklichung einer zusätzlichen oder neuen Tonnage, die man auf den Wasserstraßen oder auf der Schiene erreichen wird, oder einer Anzahl zusätzlicher oder neuer Umschlagvorgänge zur Wasserstraße oder zur Schiene, wie in der Anlage zur Entscheidung im Falle der Prämie für alternative Transportarten bestimmt."

Art. 7 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Wenn der Betrieb die in Art. 4, Absatz 1, 2^o erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Der Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Kraft und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht.

Wenn der Betrieb innerhalb vierundzwanzig Monaten ab dem in Absatz 4 erwähnten Aufhebungsbeschluss keinen neuen Finanzausweis vorlegt, der den in Absatz 4 bestimmten Merkmalen entspricht, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Gewährung der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen, den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird, zustellt."

Art. 8 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen wird halbjährlich überwiesen, unter der Voraussetzung, dass vom Betrieb ein entsprechender Antrag eingereicht wird."

2° die Bestimmung wird durch fünf Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrieb reicht spätestens ein Jahr nach dem Ende des betreffenden Semesters einen Antrag auf Auszahlung ein, dem der Beweis der Einhaltung folgender Bedingungen beigelegt wird:

1° des Artikels 10 des Dekrets gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten;

2° der in Art. 4, Absatz 1, 2° erwähnten Bedingung während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Prämie für den Transport auf Wasserstraßen vorangeht.

Falls der Betrieb die in Absatz 3, 1° erwähnten Nachweise nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen während zwölf Monaten ab dem Antrag auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicheres Datum verliehen wird, wobei sie ihm vorschreibt, die in Absatz 3 genannten Bedingungen einzuhalten, nach mit der zuständigen Verwaltung vereinbarten Modalitäten und Fristen.

Wenn der Betrieb die in Artikel 4, Absatz 1, 2° erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Der Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Kraft und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht.

Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 4 erwähnten Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die in Absatz 3 erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.

Die Verwaltung treibt dann die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen gemäß Artikel 15 des Dekrets ein."

Art. 9 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 26 - Während eines Zeitraums von drei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und in Abweichung von Artikel 9, Absatz 1 werden die vor der in Artikel 9, Absatz 1 festgesetzten Frist ausgestellten Rechnungen im Rahmen des vorliegenden Erlasses berücksichtigt, wenn sie nach dem 30. September 2013 ausgestellt wurden."

Art. 10 - Artikel 27 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 27 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2020 außer Kraft."

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203717]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven

De Waalse regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimissteun;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", "SOWALFIN" afgekort, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2008;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, artikel 5, artikel 15, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, en de artikelen 17 en 18;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 5, en de artikelen 21 tot 23;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 1, § 3, artikel 6, 1°, a. en 2°, a., artikel 7, tweede lid, artikel 14, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en artikel 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 4 februari 2014 waarbij de steunregeling SA.37293 goedgekeurd wordt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2013;

Gelet op advies nr. 56.327/2 van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de steunregeling met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer op 31 december 2013 beëindigd is. De nieuwe regeling past zich in termen van toepassingstermijnen aan de verschillende plannen en communicaties van de Europese Commissie (2014-2020) betreffende de alternatieve vervoerswijzen aan. Het was dus voorzien dat de Regering een besluit aanneemt om de regeling te doen evolueren maar eerst om bedoelde regeling te verlengen;

Gelet op de relatief lange tijd genomen door de Europese Commissie om haar beslissing te nemen (voorafgaande mededeling op 2 september 2013 en beslissing uitgebracht op 4 februari 2014) en de achterstand ingehaald door de Belgische vertegenwoordiging bij de Europese Unie voor de overmaking van de beslissing van de Europese Commissie (overmaking van de beslissing aan de Minister van Economie op 3 april 2014) is de Regering gedwongen de verlenging van de nieuwe steunregeling ten gunste van de alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer snel aan te nemen, met dien verstande dat verschillende ondernemingen reeds steundossiers hebben ingediend die niet behandeld kunnen worden en waarvan de premies dus niet toegekend, noch uitbetaald kunnen worden aan de in aanmerking komende ondernemingen zonder bestaande wettelijke basis;

Overwegende dat de dringende adviesaanvraag als doel heeft de werking van de ondernemingen van die sector niet te storen en hun activiteiten niet afhankelijk te maken van de termijnen betreffende de procedures m.b.t. de aanneming van de reglementaire akten;

Overwegende dat indien die reeds ingediende steunaanvragen normaal in fine behandeld zullen kunnen worden dankzij de voorgestelde retroactiviteit van de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit op 1 januari 2014, dit niet wegneemt dat hoe langer de aanneming van dit project op zich laat wachten, hoe langer het zal duren voor de ondernemingen om garanties te krijgen wat betreft het in aanmerking komen van hun investering voor de steunregeling en hoe groter de liquiditeitsproblemen zullen worden voor de ondernemingen die reeds de betrokken uitgaven hebben verricht;

Overwegende dat de spanningen betreffende de onzekerheid gebonden aan de rentabiliteit van hun investeringen en hun behoeften aan geldelijke middelen belangrijke negatieve gevolgen kunnen hebben op de toestand van die sector;

Gelet op de reeds opgelopen, relatief lange achterstand die niet te wijten is aan het Waalse Gewest, er voorgesteld wordt om gebruik te maken van de spoedprocedure om te voorkomen dat de vorming van een nieuwe regering bij de volgende legislatuur afgewacht moet worden, verschillende weken, en zelfs verschillende maanden dus voor de inwerkingtreding van dit wijzigingsbesluit, waarbij die steunregeling kan worden verlengd;

Overwegende dat die procedure de ondernemingen van de sector in staat zou stellen om in aanmerking te komen voor de storting van de premies binnen een redelijke termijn zonder hun onzekere liquiditeitstoestand aan te tasten. Daardoor zouden ze met de investeringen en met de uitoefening van hun alternatieve vervoersactiviteit op het wegvervoer voortzetten. Ter herinnering, de ontwikkeling van die sector maakt deel uit van het beleid van de Europese Commissie om milieu- maar ook economische redenen;

Gelet op het feit dat de communicatie van de Europese Commissie van 17 januari 2006 over de bevordering van het vervoer over water "NAIADES - Een geïntegreerd Europees actieprogramma voor het vervoer over water" op 1 januari 2014 verstrijkt;

Overwegende dat het mechanisme betreffende de steun aan de winst van de ondernemingen die om milieuredenen gebruik wensen te maken van alternatieve vervoerswijzen verlengd moet worden;

Dat het effect op de planeet via de broeikasgasemissie immers minder gevoelig is met het vervoer over water of spoorweg dan met het wegvervoer;

Dat het gebruik van die vervoerswijzen immers heden duurder is dan het gebruik van het wegvervoer;

Overwegende dat de compensatie die uit naam van de negatieve externe effecten van het wegvervoer bij dit plan toegekend is ter bevordering van het vervoer van containers over water versterkt moet worden om bedoeld vervoer competitiever te maken en om een hoger milieubeschermingsniveau te waarborgen;

Dat terwijl het volume van elke geladen container een impact heeft wat betreft het aantal eenheden die een schip kan vervoeren, die impact in het geval van vrachtwagenvervoer immers onbelangrijk kan zijn;

Overwegende dat een grotere steun aan de binnenschippers wat betreft een meer efficiënte motorisering mogelijk is en op milieugebied te verkiezen is;

Overwegende dat de tekst op het vlak van de procedures met het oog op meer doorzichtigheid en op een gemakkelijker toepassing vereenvoudigd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven, worden de woorden "het jaar dat volgt op de verrichting" vervangen door de woorden "het jaar van de verrichting".

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

"Het bedrag van de premie is niet hoger dan 500.000 euro per periode van twaalf opeenvolgende maanden na ontvangst van de in artikel 9, tweede lid, bedoelde periode."

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 6. Het bedrag van de premie voor de technische aanpassing die toegekend is aan de onderneming die de investeringen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 4^o tot 6^o, verricht, is gelijk aan 30 % van het bedrag van de investeringen indien het gaat om een kleine of een middelgrote onderneming of aan 20 % van het bedrag van de investeringen als het gaat om een grote onderneming.

Het bedrag van de premie voor de technische aanpassing is gelijk aan 50 % van de in aanmerking komende investeringen als het gaat om :

1^o investeringen betreffende de aankoop en de installatie van alternatieve aandrijvingen waarvan de technologie erkend is en normaal in de handel gebracht wordt, met name de hybride motoren, de motoren die werken met alternatieve brandstoffen of de brandstofcellen;

2^o investeringen betreffende de aankoop en de installatie van erkende systemen voor de vermindering van de verontreinigende emissies van de aandrijfmotoren, met name de katalysatoren.

Het bedrag van de premie mag, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, niet hoger zijn dan 200.000 euro over een periode van drie boekjaren."

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"De premie voor het containervervoer over de binnenwateren wordt berekend als volgt :

1^o 12 euro per container van 20 voet;

2^o 20 euro per container van 30 voet;

3^o 36 euro per container van 40 voet;

4^o 40 euro per container van 45 voet."

Art. 5. In artikel 13, tweede lid, 4^o, van hetzelfde decreet worden de woorden "of nieuwe" opgeheven.

Art. 6. Artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4^o, luidend als volgt :

"4 de verrichting van een bijkomende of nieuwe tonnenmaat vervoerd over de bevaarbare waterwegen of de spoorwegen of een aantal overslagen van bijkomende of nieuwe intermodale eenheden naar de water- of spoorweg bepaald in de bijlage bij de beslissing in het geval van de premie voor de alternatieve vervoerswijze."

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden twee leden ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

"Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2^o, niet naleeft, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren die door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening wordt meegedeeld. De beslissing begint te lopen op de datum waarop de onderneming ze ontvangt en eindigt op de datum van ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand m.b.t. één van beide volgende boekhoudjaren.

Indien de onderneming niet binnen een termijn van vierentwintig maanden te rekenen van de beslissing tot opschorting bedoeld in het vierde lid een nieuwe financiële of balansstoestand voorlegt die beantwoordt aan de kenmerken omschreven in het vierde lid, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren, waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening.

Art. 8. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De premie voor het containervervoer over de binnenwateren wordt om de zes maanden op verzoek van de onderneming gestort."

2^o de bepaling wordt aangevuld met vijf leden luidend als volgt :

"De onderneming dient uiterlijk één jaar na het einde van het betrokken halfjaar, een uitbetalingsaanvraag in samen met het bewijs van de naleving van :

1^o artikel 10 van het decreet volgens de modaliteiten bepaald door de Minister;

"2^o de voorwaarde bedoeld in artikel 4, lid 1, 2^o, tijdens het boekjaar afgesloten vóór de aanvraag tot vereffening van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren.

Indien de bewijzen bedoeld in het derde lid, 1^o, niet worden verstrekt door de onderneming, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de uitbetaling van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft kennis van die beslissing bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening aan de onderneming en gelast haar om zich te schikken naar de voorwaarden bedoeld in het derde lid volgens de modaliteiten en termijnen overeengekomen met de bevoegde administratie.

Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2^o, niet naleeft, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren die door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening wordt meegedeeld. De beslissing begint te lopen op de datum waarop de onderneming ze ontvangt en eindigt op de datum van ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand m.b.t. één van beide volgende boekhoudjaren.

Als de in het vierde lid bedoelde termijn verstreken is, en indien de onderneming niet heeft aangetoond dat zij de voorwaarden bedoeld in het derde lid naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie voor het fluviale containerpark, waarvan het bestuur aan de onderneming kennis gegeven heeft bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening in.

Het bestuur vordert dan de premie voor het containervervoer over de binnenwateren overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van het decreet terug."

Art. 9. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 26. Tijdens een periode van drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit mogen de facturen die voorafgaan aan de termijn bedoeld in artikel 9, eerste lid, in afwijking van artikel 9 in aanmerking genomen worden in het raam van dit besluit voor zover ze na 30 september 2013 gedateerd zijn."

Art. 10. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020."

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Economie en de K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203758]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code de la Fonction publique wallonne relatives à l'interruption de la carrière professionnelle des agents des services du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 19 février 2014;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 25 avril 2014;

Vu le protocole n° 627 du Comité de secteur n° XVI, établi le 12 décembre 2013;

Vu l'avis 54.981/2 du Conseil d'Etat donné le 29 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article. 1^{er}. L'article 447 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 447. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 446, l'agent occupé à temps plein qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière jusqu'à sa retraite à raison d'un cinquième ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées.

§ 2. Pour l'application du présent paragraphe, on entend par métier lourd celui visé à l'article 8bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière jusqu'à sa retraite à raison de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, si à la date du début des prestations réduites, il a antérieurement effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans, pendant les quinze années précédentes.

§ 3. Pour l'application du présent paragraphe, on entend par :

1^o métier lourd, celui visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations;

2^o carrière, celle visée à l'article 8bis, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière jusqu'à sa retraite à raison d'un cinquième de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, lorsqu'il satisfait, à la date du début des prestations réduites, à l'une des conditions suivantes :

1^o avoir une carrière d'au moins vingt-huit ans;

2^o antérieurement au régime d'interruption de la carrière professionnelle, avoir effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes.

§ 4. Les périodes de réduction des prestations visées aux paragraphes 2 et 3 ne sont pas imputées sur les soixante mois visés à l'article 446. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET